

Mémoire sur l'implantation de projet GNL au Saguenay

Nous sommes un couple oeuvrant professionnellement dans le milieu universitaire et dans l'économie du savoir et de l'innovation. Nous habitons également à Tadoussac la moitié de l'année, tout près de la pointe de l'Islet à la jonction de la rivière Saguenay et du Fleuve St-Laurent. Nous sommes impliqués dans le développement d'une ferme biologique éducative accessible pour les habitants et les amoureux de la région, avec comme motivation de diversifier l'économie de la région et de multiplier les offres pour le tourisme. Nous avons également comme projet de développer un rucher dans les cinq prochaines années. Nous tentons de développer l'économie de la région dans le respect de l'environnement, du paysage fabuleux de la Côte Nord et de la biodiversité régionale. Ce qui nous a attiré sur la Côte Nord, nous Montréalais d'origine, c'est cette nature fabuleuse, intact et calme.

Nous sommes littéralement atterrés par le projet GNL qui relève d'une économie d'après-guerre. Nous avons le sentiment que le gouvernement élu à Québec avait à cœur le développement régional avec le souci de préserver un tant soi peu l'intégrité du milieu et sa biodiversité. Le ministre Fitzgibbon clame sur toutes les tribunes, l'importance d'innover et semblait souscrire à une économie de marché créative et innovante. Cette initiative laissera une empreinte indélébile pour des décennies à venir sans apport significatif pour la région. Incidemment, il a été démontré que les capitaux générés par cette initiative ne seront pas réinvestis dans la région ni même au Québec et que les retombées fiscales seront minimales (IRIS, 2019). Il est incompréhensible que le Québec, une des régions les mieux dotées en matière d'énergie propre et qui fait l'envie de plusieurs pays dans le monde, se tourne vers ce projet aussi peu profitable et avec de faibles retombées directes ou indirectes pour l'économie de la Province. Pourquoi ne pas favoriser et axer notre économie basée justement sur l'énergie hydroélectrique plus qu'abondante ??

La Côte Nord est caractérisé par un vaste territoire intact et naturel avec une faible densité de population. Ce type de milieu est de plus en plus rare sur la Planète et seront indéniablement courus dans les années à venir. Pensons au Costa Rica qui a misé sur la préservation des milieux naturels ce qui a en retour permis de générer des bénéfices importants investis par la suite dans des programmes sociaux pour les citoyens plus défavorisés.

Nous sommes convaincus que ce projet sera un boulet à moyen terme pour la région et son économie touristique sans compter l'incohérence de favoriser le transport et le passage du gaz liquéfié au travers d'un parc naturel marin qui est considéré comme un joyau naturel du Québec. L'impact des nombreux méthaniers qui assureront le transport du gaz se déclinera de multiples façons ; sur le paysage avec le passage quotidien de ces navires, sur l'érosion des berges, sur la faune marine et les écosystèmes incluant les populations de grands mammifères qui sont sensibles au bruit émis par ces navires monstrueux. D'ailleurs, leurs populations déclinent d'année et année et ce projet pourrait

sonner le glas des faibles populations de Bélugas trouvant refuge au cœur du fjord du Saguenay. Ceci sans compter le risque élevé de catastrophes provoquées par le déversement de cette source d'énergie polluante car il ne faut pas sous-estimer la difficulté à naviguer dans les eaux tumultueuses et imprévisibles du fjord, surtout pour des navires de si grandes tailles.

Le projet GNL est donc à notre point de vue et de manière sans équivoque, un projet inacceptable à la fois pour les citoyens de Tadoussac qui vivent majoritairement du tourisme, pour les impacts environnementaux qui en découleront et pour les faibles retombées économique pour la région et le Québec. D'ailleurs, le conseil de la Municipalité de Tadoussac a émis une résolution condamnant le projet.

Le jeu n'en vaut pas la chandelle !

Nous sommes conscients qu'il existe des enjeux politiques inter provinciaux et que des pressions externes s'exercent de toutes parts. Néanmoins, une telle situation mérite de faire preuve de courage, d'aller dans le sens de la majorité des québécois et de dire NON.

Merci de considérer notre point de vue.

Cordialement

Yves Baudouin, professeur de géographie, UQAM

Caroline Roger, directrice du Service des partenariats et du soutien à l'innovation, UQAM